

**PROCÈS DE L’AFFAIRE OPPOSANT ALGÉRIE-TÉLÉCOM  
À DEUX SOCIÉTÉS CHINOISES**

Chani Medjdoub de nouveau devant les juges

**Le procès après cassation de l'ancien conseiller du P-dg d'Algérie Télécom, Mohamed Boukhari, et l'homme d'affaires algéro-luxembourgeois, Chani Medjdoub, poursuivis pour corruption, devra se tenir aujourd’hui devant la cinquième chambre pénale près la cour d'appel d'Alger.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Cette affaire sera rejugée après cassation auprès de la Cour suprême. En effet, le dernier épisode en date de cette affaire remonte à plus d’une année, soit lors de son jugement en appel au niveau de la Cour suprême.

Le verdict prononcé en appel a confirmé les peines prononcées en première instance à l’exception des condamnations prononcées à l’encontre des équipementiers chinois spécialisés dans les télécommunications, en l’occurrence Huawei et ZTE.

En première instance, le Pôle judiciaire spécialisé du Centre (tribunal de Sidi M’hamed) avait reconnu coupables de «corruption et de blanchiment d’argent» Mohamed Boukhari et Chani Medjdoub. Ces derniers ont été condamnés à une peine de 18 années de prison ferme et une amende de 5 millions de dinars chacun.

Le juge avait également confirmé l’émission d’un mandat d’arrêt international à l’encontre de Dong Tao, Chen Zhibo et Xiao Chuhfa, les responsables des deux entreprises chinoises. Tous les trois ont été condamnés par défaut à 10 années de prison pour corruption.

Les entreprises ZTE Algérie et Huawei Algérie, citées en qualité de personnes morales, ont été condamnées à une amende de 3 millions de dinars et à une interdiction de soumissionner à un marché public d’une durée de deux années.

Ce n’était qu’en appel que les deux entreprises ont été blanchies, contrairement aux deux mis en cause qui avaient été condamnés à de très lourdes peines. Pour rappel, lors du procès en appel qui s’est tenu le 21 novembre 2012, l’accusation avait requis des peines plus lourdes qu’en première instance. En effet, le ministère public avait requis une peine de 20 ans de réclusion criminelle, assortie d’une amende de 8 millions de

dinars à l’encontre des deux principaux accusés, Mohamed Boukhari et Chani Medjdoub, respectivement ex-cadre d’Algérie Télécom et homme d’affaires.

Le procureur de la République avait également requis dix années de prison ferme assortie d’une amende d’un million de dinars contre trois cadres des sociétés chinoises.

Messieurs Dong Tao, Chen Zhibo et Xiao Chuhfa, actuellement en fuite, font l’objet d’un mandat d’arrêt international. Le fait marquant du procès en appel était incontestablement les graves accusations portées à l’encontre de la banque Nataxis. Cette dernière, selon la défense, a joué un rôle trouble dans cette

affaire. L’autre fait ayant marqué le procès en appel porte sur les propos tenus par l’un des mis en cause dans cette affaire, lors de son passage à la barre. Mohamed Boukhari, qui avait reconnu devant le juge avoir effectivement perçu de l’argent dans le cadre de transactions commerciales conclues par Algérie Télécom avec les deux sociétés chinoises, ZTE Algérie et Huawei Algérie, avait déclaré : «J’étais à l’époque chargé de la communication et donc je n’avais pas le pouvoir d’influer sur le processus d’attribution de marchés.» «Au début, j’avais refusé catégoriquement de percevoir de l’argent, puis j’ai fini par accepter, l’argent ne provenant pas des

caisses d’Algérie Télécom ou de toute autre institution publique», a-t-il avoué.

Lors de l’instruction, il a été révélé que Mohamed Boukhari et Chani Medjdoub avaient perçu des «pots-de-vin à l’étranger (Luxembourg), en relation avec des transactions douteuses (en matière de télécommunications et d’internet) conclues par Algérie Télécom et les deux sociétés chinoises». ZTE Algérie et Huawei Algérie avaient versé en contrepartie de ces transactions, des «commissions» au profit de deux sociétés de consulting appartenant à Boukhari et Chani dans des comptes offshore, ouverts au Luxembourg.

A. B.

**UNE ASSOCIATION DE COMMERÇANTS MONTE AU CRÉNEAU :**

«Éradiquer le marché informel est une urgence»

**Le marché informel porte un préjudice énorme à l'économie nationale. C'est un phénomène qu'il faudrait éradiquer en urgence.**

C’est ce qu’a déclaré hier, le président de l’Association pour la protection de l’activité commerciale, (Apac), Hfaïfa Ayache, lors d’un point de presse animé au marché des Trois-Horloges, à Bab-El-Oued. Il a expliqué que le marché parallèle des fruits et légumes à l’instar de tout le reste des produits prend de plus en plus d’ampleur sur le territoire national. L’Etat doit mettre un terme à ces dépassements, insiste-t-il.

Après avoir énuméré les méfaits du marché informel sur l’économie du pays, le conférencier souligne que l’imposition est une culture et que payer ses impôts est un devoir civique. Il relèvera que ce sont «les grands» du commerce

qui payent le moins d’impôts alors que le petit commerçant est soumis à une imposition qui le pousse à la spéculation.

Ce phénomène de marché informel, déplore-t-il, est devenu pour un grand nombre de commerçants véreux un moyen de gain facile et pour les autres commerçants déclarés une épreuve.

Mais c’est surtout un danger pour le consommateur, car les produits ne sont soumis à aucun contrôle sanitaire ou autres. A ce sujet, des sardines datant de 4 jours ont été vendues au consommateur le 27 juillet dernier. Ceci peut être très dangereux pour la santé du citoyen. «Qui commande ? Et qui contrôle qui ?», s’interroge Hfaïfa qui estime qu’il appartient aux pouvoirs publics d’imposer l’éthique commerciale à travers un contrôle rigoureux.

Le président de l’Association pour la protection de l’activité commerciale affirme ensuite

que les élus locaux ont pour mission en principe, de contrôler le marché des fruits et légumes et autres commerces implantés sur leur territoire administratif.

«Que font les services économiques communaux après avoir attribué leurs 100 locaux à de futurs spéculateurs, à quelques rares exceptions n’ayant aucune relation avec l’exercice de la fonction ?», s’interroge-t-il encore. «Nous avons frappé à toutes les portes sans, malheureusement, trouver une oreille attentive aux problèmes auxquels nous sommes confrontés», fera-t-il remarquer.

Rappelant toutes les pressions subies par son Association, Hfaïfa appelle les pouvoirs publics à séparer le bon grain de l’ivraie dans le mouvement associatif afin que les associations qui ont pour seule motivation l’intérêt de la société puissent activer comme elles le doivent.

Nadia Medjdoub

**PRÉVUE POUR DEMAIN**

Une journée sans voiture à Alger

**L’opération de la «Journée sans voiture» est de retour sur Alger. Prévue pour demain 31 juillet 2015, cette opération permettra à la capitale de respirer le temps d’une journée.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Organisée par la Radio algérienne en collaboration avec la Wilaya d’Alger, la «Journée sans voiture» est prévue demain à Alger-Centre. Dans sa 7<sup>e</sup> édition, cette opération se déroulera de 9h 00 à 19h 00 sur le parcours allant du ministère de l’Habitat au 135 rue Didouche-Mourad, jusqu’à la place des Martyrs, et ce en passant par la Grande Poste, le Boulevard Zighoud-Youcef, le Boulevard Ché-Guevara, et l’avenue Asselah-Hocine.

L’initiative vise en premier lieu à respecter l’environnement avec notamment «la réduction d’émission de gaz toxique que dégagent les véhicules», souligne le communiqué de la Radio nationale.

Il est également question d’inciter les usagers des rues, des avenues et des boulevards d’Alger-Centre à la marche et à la découverte de la ville. «L’objectif de

cette action est de rendre la chaussée aux piétons et redécouvrir la beauté des villes. Elle permettra aussi aux jeunes et aux moins jeunes de battre le pavé sans le danger des voitures et assister à des activités culturelles et sportives», explique-t-on encore.

Des activités culturelles et sportives seront justement mises en place sur l’ensemble du parcours de cette initiative. Quatre concerts sont inscrits au programme et se produiront à la Place Audin, les marches de la Grande-Poste, le Parc Sofia et le centre culturel Mustapha-Kateb, 5 rue Didouche-Mourad. Des clowns et du théâtre de rue seront également de la partie. Plusieurs activités sportives seront aussi organisées avec la participation de moniteurs afin d’initier les jeunes et les moins jeunes à pratiquer du sport».

Un riche programme dont le coup d’envoi sera donné par le ministre de la Communication, Hamid Grine, et le wali d’Alger, Abdelkader Zoukh, à 9h00 depuis la Grande-Poste.

Ry. N.

**LG POURSUIT DE RÉVOLUTIONNER  
LE MARCHÉ DES SMARTPHONES**

Le G4 commercialisé en Algérie dès la semaine prochaine

Dernier-né des innovations haut de gamme de la firme LG, le smartphone G4 arrive en Algérie. Disponible dans les showrooms, au prix de lancement de 68 000 dinars, le LG G4 entend contribuer encore à satisfaire la demande domestique en nouveautés, relevait avant-hier le DG de la succursale algérienne de la firme sud-coréenne, Woo Sang Ahn, lors d’une soirée conviviale à l’hôtel Sheraton Club-des-Pins.

Lancé après le succès rencontré par la série G des smartphones LG sur le marché national, le G4 double puce est tant une innovation sur le plan du design que des options et caractéristiques inédites dont il est doté, à même de changer l’usage du smartphone.

Une nouveauté ainsi à même de conforter le positionnement de LG sur le marché des téléphones intelligents, considère-t-on.

Outre son design hors du commun, un habillage en cuir véritable tanné qui se décline en trois couleurs différentes et respire l’élégance, la classe d’un produit premium, le LG G4 entend également séduire grâce à son écran incurvé 5,5” IPS Quantum qui révèle une qualité d’affichage voulue irréprochable pour un rendu de couleurs claires et naturelles.

Le G4 comporte également une caméra exceptionnelle de 16 Mp F 1,8 avec mode manuel, une capture d’image en 0,6 secondes et un meilleur contraste et une luminosité plus importante, outre une capacité de stockage de 32 Go extensible (jusqu’à 128 Go via l’ajout d’une carte mémoire microSD).

Cherif Bennaceur